



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الأغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

## Trente-huitième session

**Georgetown (Guyana), 11-13 et 18-21 mars 2024**

**Financer l'élimination de la faim, aujourd'hui et demain (ODD 2)**

### Résumé

La région Amérique latine et Caraïbes n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les cibles 2.1 (éliminer la faim) et 2.2 (mettre fin à toutes les formes de malnutrition) de l'objectif de développement durable 2 (ODD 2). Les projections indiquent que la faim devrait rester à un niveau relativement constant au cours des sept prochaines années.

Pour combler l'écart de revenu des personnes pour lesquelles une alimentation saine est inabordable, il faudrait, à l'échelle mondiale, que les pays redistribuent 1 400 milliards d'USD chaque année. Dans la région, le coût de l'inaction (d'après les estimations exposées dans le présent document) est supérieur au coût estimé de l'élimination de la faim et de toutes les formes de malnutrition. Le coût de l'élimination de l'extrême pauvreté, et donc de la réduction de la faim, est estimé à quelque 12 milliards d'USD par an, tandis que celui de la compensation de l'écart de revenu pour améliorer l'accès à une alimentation saine est estimé à 29 milliards d'USD par an. En revanche, le coût total de l'inaction, si l'on considère les coûts cachés estimés liés aux modes d'alimentation et à la sous-alimentation, atteint 780 milliards d'USD, tandis que celui du double fardeau de la malnutrition s'élève, pour seulement huit pays (représentant 38 pour cent du produit intérieur brut [PIB] de la région Amérique latine et Caraïbes), à 63 milliards d'USD. Ces chiffres soulignent l'urgence qu'il y a à évaluer, optimiser et réorienter les financements consacrés à l'élimination de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes.

Pour mobiliser les financements supplémentaires nécessaires, il convient de suivre une démarche globale. Il faut mettre en place un ensemble de mécanismes innovants et évolutifs pour combler le déficit de financement qui entrave l'élimination de la faim, aujourd'hui et demain.

Les documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).

### Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

La Conférence régionale est invitée à:

- a) demander à la FAO de produire des données et des éléments probants sur les moyens d'optimiser, d'évaluer et de réorienter les financements destinés à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition;
- b) tenir compte de l'importance du financement public ainsi que du dialogue et de l'engagement de haut niveau sur le financement pour atteindre les objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans la région;
- c) demander à la FAO de produire des recommandations techniques pour prendre en compte les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les mécanismes de financement.

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au:*

Secrétariat de la Conférence régionale

[RLC-Conferencia@fao.org](mailto:RLC-Conferencia@fao.org)

## I. INTRODUCTION

1. La région Amérique latine et Caraïbes n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les cibles 2.1 et 2.2 de l'objectif de développement durable 2 (ODD 2). Les projections indiquent que la faim devrait rester à un niveau relativement constant au cours des sept prochaines années, et que le nombre de personnes sous-alimentées dans la région devrait atteindre 44,5 millions d'ici à 2030<sup>1</sup>.
2. La pandémie de covid-19, la crise climatique et la guerre en Ukraine, conjuguées au ralentissement de la croissance, à l'inflation des prix des aliments et aux inégalités de revenus qui caractérisent la région, ont eu des incidences dans les quatre dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La hausse des prix internationaux des produits alimentaires et l'inflation ont en outre rejailli sur le coût d'une alimentation saine, contribuant ainsi à l'adoption de mauvaises habitudes alimentaires à l'origine de différentes formes de malnutrition, qui comprennent la dénutrition, mais aussi l'excès pondéral et l'obésité.
3. Ces défis multiples qui pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région montrent combien il est urgent de mener des interventions ciblées et de poursuivre les efforts pour optimiser et réorienter les financements consacrés à l'élimination de la faim, aujourd'hui et demain. Il conviendra notamment de trouver le bon dosage d'innovations, de technologies et d'investissements publics et privés nécessaires aux systèmes agroalimentaires pour promouvoir une croissance économique plus inclusive, une amélioration de la nutrition et de la santé, et une gestion durable des ressources naturelles.

## II. FINANCER L'ÉLIMINATION DE LA FAIM ET LA RÉDUCTION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

### II.1. Un financement multidimensionnel dans les systèmes agroalimentaires

4. Pour éliminer la faim et améliorer la sécurité alimentaire dans la région Amérique latine et Caraïbes, il faut trouver le bon dosage d'innovations, de technologies et d'investissements publics et privés qui favorisera une croissance économique inclusive grâce à la création d'emplois décents, au renforcement des systèmes de protection sociale, à la promotion d'une meilleure nutrition et à la

<sup>1</sup> FAO, Fonds international du développement agricole (FIDA), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2023. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023. Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine sur le continuum rural-urbain*. Rome, FAO.  
<https://doi.org/10.4060/cc3017fr>.

gestion durable des ressources naturelles. Ces activités ont un coût qui nécessite de mobiliser des financements internationaux, d'optimiser les financements publics et de réorienter les financements privés vers l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

5. Le financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition doit être considéré dans le cadre d'une approche des systèmes agroalimentaires qui englobe l'ensemble des acteurs et leurs activités et interventions interdépendantes, ce qui comprend la production alimentaire et les chaînes d'approvisionnement (stockage et distribution, conditionnement et transformation, commerce de gros, vente au détail et commercialisation, échanges internationaux, et gestion des pertes et gaspillages alimentaires), ainsi que les environnements alimentaires et le comportement des consommateurs. Les interactions des systèmes agroalimentaires avec d'autres systèmes d'appui, tels que les systèmes environnementaux et les systèmes de protection sociale, de santé, de transport et d'énergie<sup>2</sup>, doivent également être prises en compte.

## **II.2. Coût de l'élimination de la faim et de la réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition**

6. Pour combler l'écart de revenu des personnes pour lesquelles une alimentation saine est inabordable, il faudrait, à l'échelle mondiale, que les pays redistribuent 1 400 milliards d'USD chaque année. Cependant, en investissant dans diverses interventions, les pays pourraient réduire d'environ deux tiers (soit 428 milliards d'USD à l'échelle mondiale) le coût de leurs filets de sécurité en 2030<sup>3</sup>.

7. Pour éliminer la faim, il faut au minimum combler l'écart de pauvreté extrême (étant précisé que le seuil de pauvreté extrême est déterminé à partir du coût du panier de produits alimentaires de base). La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)<sup>4</sup> a estimé qu'il faudrait investir en moyenne chaque année 0,24 pour cent du produit intérieur brut (PIB) de la région (soit 12 milliards d'USD environ<sup>5</sup>) pour combler l'écart de pauvreté extrême. Il est également important de noter que l'élimination de la faim et de toutes les formes de malnutrition repose sur l'abordabilité et l'accessibilité d'une alimentation saine pour tous. À partir de la méthode mise au point par la CEPALC<sup>6</sup>, et compte tenu de l'écart de revenu à combler pour permettre l'accès à une alimentation saine dans la région Amérique latine et Caraïbes (calculé à partir du seuil de pauvreté le plus élevé de la Banque mondiale, soit 6,85 USD par personne et par jour<sup>7</sup>), on estime à 0,52 pour cent du PIB de la région en 2021<sup>8</sup>, soit 29 milliards d'USD environ<sup>9</sup>, le montant nécessaire pour combler l'écart de revenu et permettre l'accès à une alimentation saine.

## **II.3. Coût de l'inaction et d'une action lente/inefficace**

8. Les systèmes agroalimentaires assurent la sécurité alimentaire et la nutrition, soutiennent les économies et façonnent les identités culturelles. Cependant, ils s'accompagnent de coûts environnementaux, sociaux et sanitaires cachés (appelés externalités négatives). Le rapport 2023 de la

---

<sup>2</sup> FAO, FIDA, Organisation panaméricaine de la santé (OPS), PAM et UNICEF. 2023. *Regional Overview of Food Security and Nutrition – Latin America and the Caribbean 2022 - Towards improving affordability of healthy diets* (en anglais et en espagnol). [www.fao.org/documents/card/en?details=CC3859EN](http://www.fao.org/documents/card/en?details=CC3859EN).

<sup>3</sup> Laborde, David et Torero, Máximo. 2023. Modeling Actions for Transforming Agrifood Systems. 10.1007/978-3-031-15703-5\_7.

<sup>4</sup> CEPALC. 2023. *Institucionalidad social en América Latina y el Caribe: Eje central para avanzar hacia un desarrollo social inclusivo* (LC/CDS.5/3). Santiago.

<https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/35801e8f-a29b-4af4-935f-597a9f81a898/content>.

<sup>5</sup> Cette estimation en USD est fondée sur les informations fournies dans CEPALC, 2023, notamment dans le tableau I.4 (écarts de pauvreté extrême dans 14 pays et écart moyen pour les autres pays de la région), et sur l'estimation du PIB de 2018 en USD constants de la CEPALC (CEPALSTAT).

<sup>6</sup> CEPALC. 2023. *Institucionalidad social en América Latina y el Caribe: Eje central para avanzar hacia un desarrollo social inclusivo* (LC/CDS.5/3). Santiago.

<https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/35801e8f-a29b-4af4-935f-597a9f81a898/content>.

<sup>7</sup> Díaz-Bonilla, E. 2023. *¿Qué es seguridad alimentaria y nutricional y cómo medirla?* Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA). <https://repositorio.iica.int/handle/11324/21407>. Le document indique que le seuil de pauvreté de 6,85 USD en parité du pouvoir d'achat (PPA)/par habitant défini par la Banque mondiale pourrait être utilisé comme revenu approximatif (limite haute) nécessaire pour accéder à une alimentation saine.

<sup>8</sup> FAO, CEPALC, IICA et PAM. (À paraître, février 2024). *Financing policy brief*.

<sup>9</sup> PIB 2021 (en USD constants de 2015) publié dans les indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

FAO sur *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* porte sur la comptabilisation du coût complet, qui permet de produire une estimation des coûts cachés<sup>10</sup> générés par les défaillances des marchés, des institutions et des politiques. À l'échelle mondiale, les principaux coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires sont ceux qui ont pour cause des modes d'alimentation entraînant des maladies et une baisse de la productivité de la main-d'œuvre, lesquelles représentent une part importante du coût de l'inaction face à la faim et à toutes les formes de malnutrition. Le coût de l'inaction estimé à partir de ces informations dépasse les 780 milliards d'USD dans la région.

9. Une autre estimation utile pour quantifier le coût de l'inaction est liée au double fardeau de la malnutrition. La transition épidémiologique et nutritionnelle dans la région Amérique latine et Caraïbes engendre un double défi pour les politiques publiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans la plupart des pays: éliminer la malnutrition tout en luttant contre la prévalence croissante de l'excès pondéral et de l'obésité. La CEPALC et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont estimé le coût total du double fardeau de la malnutrition s'agissant de la santé, de l'éducation et de la productivité dans différents pays de la région. On ne dispose pas d'estimation régionale, mais le tableau 1 montre que le coût total de la prise en charge du double fardeau de la malnutrition dans huit pays d'Amérique latine et des Caraïbes s'échelonne de 0,5 milliard d'USD (0,2 pour cent du PIB en 2014) au Chili à 28,8 milliards d'USD (2,3 pour cent du PIB en 2018) au Mexique<sup>11</sup>.

**Tableau 1.**  
**Coût total du double fardeau de la malnutrition dans différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes, années spécifiques entre 2014 et 2019**

Pays	Chili	Équateur	Mexique	Pérou	El Salvador	Guatemala	Honduras	République dominicaine
Année	2014	2014	2014	2019	2017	2018	2017	2017
% du PIB	0,2	4,3	2,3	4,6	10,3	16,3	10,2	2,6
USD	0,5 milliard	4,3 milliards	28,8 milliards	10,6 milliards	2,6 milliards	12 milliards	2,3 milliards	1,9 milliard

Source: PAM «Le coût du double fardeau de la malnutrition» (en espagnol)<sup>12</sup>.

10. Le coût de l'inaction – d'après les estimations indiquées ci-dessus – dépasse de loin celui des investissements nécessaires pour atteindre les cibles 2.1 et 2.2 de l'ODD 2. Le coût de l'élimination de l'extrême pauvreté, et donc de la réduction de la faim, est estimé à 12 milliards d'USD environ<sup>13</sup>, tandis que celui de la compensation de l'écart de revenu pour améliorer l'accès à une alimentation

<sup>10</sup> Un coût caché correspond à tout coût, pour les personnes ou pour la société, qui n'est pas reflété dans le prix d'un produit ou d'un service sur le marché. Cette notion fait référence aux coûts externes (à savoir les externalités négatives) ou aux pertes économiques causées par d'autres défaillances du marché, des institutions ou des politiques. Source: *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Pour une transformation des systèmes agroalimentaires: connaître le coût véritable des aliments*. [www.fao.org/documents/card/fr/c/cc7724fr](http://www.fao.org/documents/card/fr/c/cc7724fr).

<sup>11</sup> CEPALC. 2022. *Nuevas publicaciones sobre doble carga de la malnutrición y su impacto social y económico*. [www.cepal.org/en/notas/nuevas-publicaciones-doble-carga-la-malnutricion-su-impacto-social-economico](http://www.cepal.org/en/notas/nuevas-publicaciones-doble-carga-la-malnutricion-su-impacto-social-economico).

<sup>12</sup> <https://es.wfp.org/publicaciones/el-coste-de-la-doble-carga-de-la-malnutricion-0>.

<sup>13</sup> Cette estimation en USD est fondée sur les informations fournies dans CEPALC. 2023. *Institucionalidad social en América Latina y el Caribe: Eje central para avanzar hacia un desarrollo social inclusivo* (LC/CDS.5/3), Santiago, notamment dans le tableau I.4 (écarts de pauvreté extrême dans 14 pays et écart moyen pour les autres pays de la région), et sur l'estimation du PIB de 2018 en USD constants de la CEPALC (CEPALSTAT).

saine est estimé à 29 milliards d'USD<sup>14</sup>. En revanche, le coût total de l'inaction, si l'on considère les coûts cachés estimés liés aux modes d'alimentation et à la sous-alimentation, atteint 780 milliards d'USD<sup>15</sup>, tandis que celui du double fardeau de la malnutrition s'élève, pour seulement huit pays (représentant 38 pour cent du PIB de la région Amérique latine et Caraïbes), à 63 milliards d'USD<sup>16</sup>.

#### **II.4. Types et niveaux actuels de financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la région**

##### *Dépenses publiques au titre des budgets généraux nationaux*

11. L'intervention des pouvoirs publics joue un rôle essentiel dans l'agriculture et la protection sociale et dans la réalisation des cibles 2.1 et 2.2 de l'ODD 2. Un certain nombre de dépenses publiques influent directement sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Les données disponibles permettent d'analyser les dépenses publiques consacrées à la production agricole et à la protection sociale, lesquelles peuvent contribuer aux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition<sup>17</sup>. Toutefois, ces dépenses publiques font abstraction de certaines dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition liées aux consommateurs et aux biens publics.

12. Ces dépenses publiques dépendent d'affectations budgétaires qui doivent avoir pour contrepartie un financement public. Les sources de financement public comprennent notamment les recettes fiscales, les contributions des organismes internationaux et la dette intérieure ou extérieure, et sont soumises à différents facteurs macroéconomiques. Pour renforcer les dépenses publiques en soutien à la sécurité alimentaire et à la nutrition, il faut donc évaluer le mécanisme d'allocation de ressources (recettes fiscales, dette intérieure ou extérieure, disponibilité de contributions d'organismes internationaux, etc.), en tenant compte de la répartition du budget public et de la situation économique du pays. Il est également important de déterminer les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition qui sont couverts par les dépenses publiques (et ceux qui ne le sont pas) et les possibilités d'optimisation.

13. Les dépenses publiques consacrées à la production agricole sont effectuées dans trois principaux domaines: a) l'agriculture, les forêts et la pêche; b) la protection de l'environnement; et c) la recherche-développement (R-D) dans l'agriculture, les forêts et la pêche. Entre 2001 et 2021, les dépenses publiques totales dans ces domaines à l'échelle de la région Amérique latine et Caraïbes se sont élevées à 23,4 milliards d'USD par an en moyenne<sup>18</sup>, soit 0,67 pour cent du PIB annuel total de la région sur cette période (la moyenne mondiale étant de 0,75 pour cent)<sup>19</sup>.

14. Le tableau 2 montre l'évolution des dépenses publiques annuelles moyennes consacrées à la production agricole dans la région, sur différentes périodes de cinq ans, et les dernières données disponibles pour 2021. Les dépenses publiques ont commencé à augmenter en valeur absolue après 2006, et ont atteint leur moyenne annuelle la plus élevée (28,1 milliards d'USD) sur la période 2011-2015, avant d'amorcer une baisse. En 2021, les dépenses publiques ont représenté à peine 15,3 milliards d'USD. Comme le montre le tableau 2, la proportion du PIB représentée par les dépenses publiques consacrées à la production agricole a également diminué.

---

<sup>14</sup> Montant calculé à l'aide de la méthode mise au point par la CEPALC et compte tenu de l'écart de revenu à combler pour permettre l'accès à une alimentation saine dans la région Amérique latine et Caraïbes (calculé à partir du seuil de pauvreté le plus élevé de la Banque mondiale, soit 6,85 USD par personne et par jour), comme expliqué dans: Díaz-Bonilla, E. 2023. *¿Qué es seguridad alimentaria y nutricional y cómo medirla?* IICA.

<sup>15</sup> Un coût caché correspond à tout coût, pour les personnes ou pour la société, qui n'est pas reflété dans le prix d'un produit ou d'un service sur le marché. Cette notion fait référence aux coûts externes (à savoir les externalités négatives) ou aux pertes économiques causées par d'autres défaillances du marché, des institutions ou des politiques. Source: *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Pour une transformation des systèmes agroalimentaires: connaître le coût véritable des aliments.* [www.fao.org/documents/card/fr/c/cc7724fr](http://www.fao.org/documents/card/fr/c/cc7724fr).

<sup>16</sup> D'après: CEPALC. 2022. *Nuevas publicaciones sobre doble carga de la malnutrición y su impacto social y económico.* [www.cepal.org/en/notas/nuevas-publicaciones-doble-carga-la-malnutricion-su-impacto-social-economico](http://www.cepal.org/en/notas/nuevas-publicaciones-doble-carga-la-malnutricion-su-impacto-social-economico).

<sup>17</sup> Données disponibles dans FAOSTAT sur les financements en soutien à la production agricole et données sur la protection sociale fournies par la CEPALC.

<sup>18</sup> Entre 2001 et 2021 (aux prix constants de 2015).

<sup>19</sup> Données issues de FAOSTAT.

**Tableau 2.****Dépenses publiques moyennes annuelles liées à la production agricole dans la région Amérique latine et Caraïbes, 2001-2021**

	2001-2005	2006-2010	2011-2015	2016-2020	2021
Dépenses publiques totales (en milliards de dollars)	18,515	25,993	28,113	22,681	15,325
% du PIB	0,58	0,61	0,75	0,74	0,57
Indice d'orientation agricole	0,52	0,46	0,35	0,26	0,21

Source: FAOSTAT.

15. L'indice d'orientation agricole<sup>20</sup> peut être utilisé pour examiner la pertinence des dépenses publiques consacrées à la production agricole au regard de l'importance du secteur agricole dans la région Amérique latine et Caraïbes. Cet indice révèle que la proportion de dépenses publiques qui va au secteur agricole est inférieure à la part de ce dernier dans l'économie de la région. Il présente également une tendance à la baisse, étant passé de 0,5 environ en 2007 à 0,2 en 2021, niveau qui est, pour les dernières années, bien inférieur à la moyenne mondiale qui se situe entre 0,4 et 0,5<sup>21</sup>. Ce résultat pourrait indiquer que le financement dont bénéficie le secteur dans la région ne correspond pas à son importance dans l'économie. La tendance à la baisse de l'indice ne s'explique pas seulement par la réduction de la contribution de la production agricole au PIB total, mais aussi par une diminution des dépenses publiques consacrées à l'agriculture en termes absolus.

16. Le tableau 3 indique les dépenses publiques consacrées à la production agricole ventilées en fonction des trois principaux domaines. Sur le total de 15,3 milliards d'USD qui est allé au secteur en 2021, 10,6 milliards ont été alloués à l'agriculture, aux forêts et à la pêche; 3,2 milliards d'USD à la protection de l'environnement; et 1,5 milliard d'USD à la recherche et à la R-D dans les sous-secteurs de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

**Tableau 3.****Dépenses publiques liées à la production agricole dans la région Amérique latine et Caraïbes, ventilées par domaine, 2021**

	Agriculture, forêts et pêche	Protection de l'environnement	R-D dans l'agriculture, les forêts et la pêche
Total (en milliards d'USD)	10,618	3,215	1,492
% des dépenses publiques totales liées à la production agricole	69,3	21	9,7

Source: FAOSTAT.

<sup>20</sup> L'indice d'orientation agricole présente la part des dépenses publiques qui va au secteur agricole par rapport aux dépenses publiques totales et la divise par la contribution du secteur au PIB. Un indice inférieur à 1 révèle que le secteur reçoit une part des dépenses publiques moins importante que celle qu'il apporte à l'économie (et inversement lorsque la valeur est supérieure à 1).

<sup>21</sup> FAO, CEPALC, IICA et PAM. (À paraître, février 2024). *Financing policy brief*.



17. Si l'on s'intéresse aux dépenses publiques liées à la production agricole par sous-région, on constate qu'elles ont représenté entre 1 et 2 pour cent des dépenses publiques totales au cours de la dernière décennie en Amérique du Sud, contre 3 pour cent en 2009. En Mésoamérique, leur part est restée de 4 pour cent environ entre 2007 et 2014, mais a reculé depuis, pour s'établir juste au-dessus de 1 pour cent en 2021. Dans les Caraïbes, leur part a davantage fluctué, passant de moins de 3 pour cent entre 2008 et 2012 à plus de 6 pour cent en 2018 pour retomber à 3 pour cent environ en 2021.

18. Les dépenses publiques consacrées aux programmes de protection sociale sont également importantes pour la sécurité alimentaire et la nutrition, car elles entraînent une augmentation de la capacité de consommation alimentaire potentielle des populations en situation de pauvreté ou de vulnérabilité qui, lorsqu'elle débouche sur une hausse de la demande, engendre un cercle vertueux qui peut soutenir la croissance nationale et l'emploi. À la différence des dépenses publiques consacrées à la production agricole, celles allouées à la protection sociale non contributive<sup>22</sup> ont progressé dans la région (tableau 4). Entre 2001 et 2014, elles s'élevaient en moyenne à 0,5 pour cent du PIB; sur la période 2015-2019, elles ont atteint en moyenne 0,7 pour cent du PIB; et en 2020 et 2021, face aux besoins liés à la pandémie de covid-19, elles ont été portées à près de 1 pour cent.

**Tableau 4.**  
**Dépenses publiques allouées à la protection sociale non contributive dans la région Amérique latine et Caraïbes (en pourcentage du PIB), 2001-2021**

	2001	2009	2005	2010	2015	2019	2020	2021
<b>Amérique du Sud</b>	0,44 %	0,90 %	0,54 %	0,99 %	1,38 %	1,10 %	1,75 %	1,18 %
<b>Mésoamérique</b>	0,24 %	0,30 %	0,22 %	0,31 %	0,26 %	0,30 %	0,43 %	0,53 %
<b>Caraïbes</b>	0,30 %	0,36 %	0,27 %	0,36 %	0,42 %	0,50 %	0,74 %	1,17 %
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	0,33 %	0,55 %	0,36 %	0,59 %	0,73 %	0,69 %	1,10 %	1,00 %

Source: CEPALC. Base de données des programmes de protection sociale non contributive en Amérique latine et dans les Caraïbes. <https://dds.cepal.org/bpsnc/home>.

19. L'analyse par sous-région montre que les dépenses publiques allouées à la protection sociale non contributive, en pourcentage du PIB, ont été constamment plus élevées en Amérique du Sud, restant à près de 1 pour cent du PIB entre 2009 et 2021, sauf en 2015 et en 2020, où elles ont atteint respectivement 1,4 pour cent et 1,75 pour cent. Dans les Caraïbes, le pourcentage était de 0,33 pour cent jusqu'en 2014; il a ensuite augmenté régulièrement pour atteindre 1,2 pour cent en 2021. En Mésoamérique, la moyenne est restée à 0,3 pour cent environ du PIB jusqu'en 2019, sans fluctuations importantes; ce n'est qu'en 2020 et en 2021 qu'elle a augmenté, pour atteindre respectivement 0,4 pour cent et 0,5 pour cent du PIB.

20. Comme nous l'avons vu dans cette section, les dépenses publiques liées à la production agricole dans la région, en pourcentage du PIB, ont diminué ces dernières années, les pays ayant dû faire face à une transformation structurelle et des difficultés budgétaires. Les dépenses publiques consacrées à la protection sociale, en revanche, ont été augmentées en réponse aux difficultés liées à la pandémie de covid-19. Compte tenu des difficultés et des ressources limitées, il convient d'améliorer les systèmes de suivi et d'évaluation pour déterminer l'efficacité, l'efficience, l'inclusivité, ainsi que la contribution à la sécurité alimentaire et à la nutrition, afin de réajuster ou de réorienter les politiques si nécessaire. Des études ont montré, par exemple, que la nécessité d'augmenter les dépenses consacrées aux biens

<sup>22</sup> Les systèmes de protection sociale contributive (pensions, assurance-chômage) ne sont pas pris en compte aux fins de la présente analyse car, de manière générale, leurs bénéficiaires occupent des emplois formels et ne sont pas les plus touchés par les problèmes de pauvreté et d'insécurité alimentaire. C'est le système non contributif qui est le plus pertinent s'agissant de la sécurité alimentaire.

publics et/ou de réorienter le soutien en faveur d'une alimentation saine contribuait à la sécurité alimentaire et à la nutrition<sup>23</sup>.

***Flux de financement internationaux pour le développement alloués par des organismes bilatéraux et multilatéraux et des organisations philanthropiques privées à l'agriculture pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition***

21. Ces flux de financement comprennent l'aide au développement apportée par des pays donateurs, des organismes multilatéraux et des organisations philanthropiques privées<sup>24</sup>, et sont destinés à financer différents objectifs clés, notamment dans les domaines de l'agriculture, des forêts et de la pêche; de l'agro-industrie; de la sécurité sanitaire des aliments; du développement rural; de l'aide alimentaire et nutritionnelle; et de la protection de l'environnement. La présente section montre l'ampleur et l'évolution de ces flux internationaux pour le développement dans la région<sup>25</sup>.

22. Dans la région, le total annuel des flux internationaux pour le développement entre 2011 et 2019 s'est maintenu autour de 4 milliards d'USD, mais a atteint près de 6 milliards d'USD en 2021, soit 0,09 pour cent du PIB de la région (tableau 5). Une grande partie de ces flux vont à la production agricole (53,7 pour cent) et à la protection de l'environnement (31 pour cent) (tableau 6). Il convient également de noter que 58 pour cent de ces fonds sont apportés par des donateurs bilatéraux (tableau 7).

**Tableau 5.**

**Flux de financement internationaux pour le développement alloués à l'agriculture dans la région Amérique latine et Caraïbes, 2001-2021**

	2001	2011	2015	2019	2020	2021
Milliards d'USD	1,380	4,548	4,169	3,473	5,297	5,946
% du PIB	0,04	0,07	0,07	0,06	0,11	0,09

Source: FAOSTAT.

<sup>23</sup> Allcott, H., Lederman, D., et López, R. 2006. *Political Institutions, Inequality, and Agricultural Growth: The Public Expenditure Connection*. Washington. Banque mondiale; Mogues, Tewodaj; Yu, Bingxin; Fan, Shenggen; McBride, Linden. 2012. *The impacts of public investment in and for agriculture: Synthesis of the existing evidence*. IFPRI Discussion Paper 1217. Washington: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI); FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2022. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022 - Réorientation des politiques alimentaires et agricoles pour une alimentation saine plus abordable*. Rome, FAO. [www.fao.org/documents/card/fr/c/CC0639FR](http://www.fao.org/documents/card/fr/c/CC0639FR).

<sup>24</sup> L'ensemble de données sur les flux pour le développement destinés à l'agriculture comprend les flux d'aide publique au développement (APD), les autres apports publics et les dons privés déclarés par les pays donateurs, les organisations internationales et les entités privées. L'APD peut prendre la forme: a) de dons, dans le cadre desquels des ressources financières sont fournies à des pays en développement, sans intérêt et sans remboursement prévu, ou b) de prêts assortis de conditions libérales, qui doivent être remboursés avec des intérêts, bien qu'à un taux sensiblement inférieur à celui qui aurait été appliqué si les pays en développement avaient emprunté auprès de banques commerciales. [www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/statistiques-financement-developpement/questions-frequentes.htm](http://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/statistiques-financement-developpement/questions-frequentes.htm).

<sup>25</sup> Les dépenses publiques peuvent également comprendre les fonds d'aide au développement.



**Tableau 6.**  
**Flux de financement internationaux pour le développement alloués à l'agriculture dans la région Amérique latine et Caraïbes, par domaine**

	<b>Production agricole</b>	<b>Transformation et distribution</b>	<b>Consommation</b>	<b>Protection de l'environnement</b>
Milliards d'USD	2,656	351	405	1,533
% du total des flux internationaux pour le développement alloués à l'agriculture	53,7	7,1	8,2	31

Source: FAOSTAT.

**Tableau 7.**  
**Flux de financement internationaux pour le développement alloués à l'agriculture dans la région Amérique latine et Caraïbes, par type de donateurs**

<b>2021</b>	<b>Bilatéraux</b>	<b>Multilatéraux</b>	<b>Privés</b>
% du total des flux internationaux pour le développement alloués à l'agriculture	58	27	15

Source: FAOSTAT.

23. Les organismes multilatéraux les plus importants sont la Banque interaméricaine de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, les institutions de l'Union européenne, le Fonds vert pour le climat et l'Association internationale de développement, qui représentent au total 80 pour cent des flux de financement multilatéraux dans la région. Les principaux partenaires bilatéraux sont les États-Unis d'Amérique, la France et l'Allemagne, qui représentent près de 70 pour cent des flux de financement bilatéraux, suivis du Canada (8 pour cent) et de la Norvège (7 pour cent). Parmi les partenaires privés, les plus importants sont la fondation BBVA Microfinance (64 pour cent des flux internationaux pour le développement alloués à l'agriculture), suivie du Bezos Earth Fund (12 pour cent) et de la Gordon and Betty Moore Foundation (11 pour cent).

#### ***Prêts et avances consentis par le système bancaire***

24. Cette catégorie comprend les montants des prêts et des avances consentis par le système bancaire aux producteurs des secteurs de l'agriculture, des forêts et de la pêche, aux ménages ruraux, aux coopératives agricoles ou à d'autres entreprises liées à l'agriculture.

25. En chiffres absolus, les prêts à l'agriculture se sont maintenus autour de 30 milliards d'USD sur la décennie 2012-2021 (voir le tableau 8). En 2021, ces prêts représentaient 1,37 pour cent du PIB de la région Amérique latine et Caraïbes<sup>26</sup>. En Amérique du Sud, ils correspondaient à un peu plus de 2 pour cent du total des prêts accordés à l'ensemble des secteurs en 2012, pourcentage qui est tombé à 1,6 pour cent environ en 2021. En Mésoamérique, ils représentaient quelque 2,8 pour cent du total des prêts en 2021, tandis que dans les Caraïbes, ils étaient de l'ordre de 2,5 pour cent.

<sup>26</sup> Prix constants de 2015.

**Tableau 8.**  
**Prêts consentis par le système bancaire à l'agriculture dans la région Amérique latine et Caraïbes, 2012-2021**

	2012	2017	2021
Milliards d'USD	31,410	30,941	31,841
% du PIB	1,21	1,56	1,37

Source: FAOSTAT.

### *Marchés des capitaux (emprunts et investissements)*

26. Les marchés des capitaux constituent une source potentiellement très importante de financements pour les systèmes agroalimentaires, qui englobe une grande variété d'acteurs et d'instruments. Parmi ces acteurs, il est important de faire la distinction entre les investisseurs privés à but exclusivement lucratif, les investisseurs privés qui poursuivent également en parallèle des objectifs sur le plan social ou environnemental, ou celui de la gouvernance, et les entités publiques ou semi-publiques, telles que les fonds souverains de certains pays, les fonds de capital-risque gérés par les États, et d'autres entités similaires pouvant jouer le rôle de mécanismes de financement des dépenses publiques.

27. Les instruments de financement comprennent les participations dans des entreprises, différents types d'obligations et le financement de projets spécifiques (capital-risque, notamment). Ces types d'investisseurs et d'instruments peuvent être utiles pour opérer la transformation des systèmes agroalimentaires et faire progresser la sécurité alimentaire et la nutrition, mais il conviendra de mettre l'accent sur les investissements axés sur les aspects sociaux et environnementaux.

28. On ne dispose pas de données précises sur les volumes réels d'opérations. Cependant, la plus grande part des investissements sur les marchés financiers semble être réalisée dans les pays développés, et les montants destinés au secteur agricole et à la transformation des systèmes agroalimentaires sont faibles.

### **II.5. Accent sur l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition**

29. D'après les estimations présentées dans ce document, le coût de l'inaction est supérieur à celui de l'élimination de la faim et de toutes les formes de malnutrition. Les financements en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Amérique latine et dans les Caraïbes sont essentiels, car l'inaction risque d'aggraver la faim et la malnutrition, et d'avoir sur le plan économique, social et environnemental des effets préjudiciables susceptibles d'entraver le développement durable de tous les pays de la région.

30. L'analyse des financements alloués à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la région montre que les informations dont on dispose à ce sujet sont limitées. Cependant, il ressort de ces données que l'évolution des flux de financement pouvant avoir une incidence favorable sur la sécurité alimentaire et la nutrition diffère selon le type de flux. Ainsi, les financements consacrés à la protection sociale et les prêts accordés par le système bancaire ont augmenté ces dernières années, tandis que les dépenses publiques allouées à l'agriculture ont diminué.

31. Un accroissement de l'aide internationale au développement et des prêts et avances du système bancaire est possible. Il faudra pour cela comprendre et supprimer les obstacles systémiques limitant l'offre de sources et de services de financement, notamment pour les petits exploitants qui risquent de ne pas pouvoir remplir toutes les conditions nécessaires pour accéder aux prêts et autres ressources ou instruments financiers. S'agissant des marchés des capitaux, le défi consiste à mobiliser des ressources pour des investissements dans les pays en développement, en particulier dans la région Amérique latine et Caraïbes.

32. Les sources de financement indiquées ne sont pas nécessairement compatibles avec les cibles 2.1 et 2.2 de l'ODD 2. Ces flux sont gérés par des acteurs différents, et sont soumis pour certains aux décisions des pouvoirs publics ou d'acteurs publics internationaux, et pour d'autres aux décisions d'acteurs privés. Cependant, tous subissent l'influence des politiques macroéconomiques, commerciales et réglementaires, lesquelles définissent le cadre incitatif.

33. Pour avoir une vision plus complète des flux de financement provenant de ces différentes sources, il faudra investir dans la collecte de données sur les marchés des capitaux auprès du secteur privé. On dispose d'informations sur les investissements dans la production primaire des secteurs de l'agriculture, des forêts et de la pêche – et leur composante étrangère – mais on en sait moins sur les investissements et leurs sources dans les segments en aval de la chaîne alimentaire et de l'environnement alimentaire. Le secteur privé étant le principal pourvoyeur de financements pour les systèmes agroalimentaires, il est essentiel de mieux analyser ses investissements tout au long de la chaîne de valeur alimentaire.

34. Il convient de considérer le financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre des systèmes agroalimentaires, et il est possible de réorienter la demande et l'offre vers une alimentation plus saine. Il faut pour cela un ensemble d'interventions relatives aux prix, aux revenus, à l'environnement alimentaire, aux préférences alimentaires et à la structure des marchés pour guider les décisions des consommateurs. Des incitations fiscales adéquates (taxes et subventions) sont nécessaires, parallèlement à des filets de sécurité sociale axés sur la nutrition, une éducation alimentaire et nutritionnelle, une réglementation en matière d'étiquetage et des normes de publicité, notamment. En outre, du côté de la production, les subventions, règlements et contrôles concernant la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition peuvent être renforcés, parallèlement aux mesures visant des conditions environnementales et des conditions de travail adéquates et une concurrence loyale, entre autres objectifs sociaux. Par ailleurs, il conviendrait de mettre en place un appui technique pour l'agriculture familiale et l'utilisation de technologies innovantes dans l'agriculture, en particulier.

35. Pour atteindre les cibles des ODD, il est nécessaire d'évaluer, d'optimiser et de réaffecter les flux de financement des pouvoirs publics vers les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et d'augmenter les flux en provenance des fonds internationaux de développement et du secteur privé, ce qui permettra d'appuyer ces interventions et d'encourager l'investissement et l'utilisation des technologies de manière inclusive.

36. L'optimisation des dépenses consacrées à l'agriculture et à la protection sociale est l'un des moyens d'obtenir une partie – mais pas l'intégralité – du financement nécessaire dans le cadre budgétaire existant. Le fait de réorienter le soutien public apporté au secteur de l'alimentation et de l'agriculture pour favoriser la production d'aliments nutritifs contribuerait à créer de milliers d'emplois, à arracher des millions de personnes à la pauvreté et à augmenter l'abordabilité d'une alimentation saine, et renforcerait ainsi la croissance économique. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, le transfert des subventions publiques des producteurs aux consommateurs permettrait de diminuer de 3,07 pour cent en valeur absolue le coût d'une alimentation saine en 2030<sup>27</sup>.

37. Les dépenses publiques consacrées à l'agriculture ont diminué et sont principalement axées sur la production. Il est nécessaire d'optimiser, d'évaluer et de réorienter les dépenses publiques allouées à l'agriculture et à la protection sociale, et d'analyser les avantages d'une augmentation des dépenses publiques dans la chaîne d'approvisionnement et les environnements alimentaires. La réaffectation d'autres dépenses dans le budget national pourrait permettre de dégager un financement additionnel.

### **III. RECOMMANDATIONS VISANT À AMÉLIORER LE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION**

#### **III.1. Options de financement innovantes et évolutives pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition**

38. Dans de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes, il y a un vaste débat sur les moyens de relever le défi financier consistant à mobiliser des ressources nationales et étrangères dans le cadre d'une politique globale visant à atteindre les cibles 2.1 et 2.2 de l'ODD 2. Pour éclairer ce débat, nous présentons ici un ensemble d'outils innovants et évolutifs qui offriront des moyens de combler le déficit de financement qui entrave l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. En outre, l'ensemble de recommandations ci-après vise à optimiser et à réaffecter les

---

<sup>27</sup> FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2022. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022 - Réorientation des politiques alimentaires et agricoles pour une alimentation saine plus abordable*. Rome, FAO. [www.fao.org/documents/card/fr/c/cc0639fr](http://www.fao.org/documents/card/fr/c/cc0639fr).

ressources afin de financer les différents aspects et acteurs des systèmes agroalimentaires, notamment dans les domaines qui pâtissent d'un manque notable de fonds.

39. **Mettre en place des systèmes de microcrédit pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition:** ces systèmes constituent un outil financier collaboratif qui apporte des capitaux accessibles à des personnes souvent exclues des services bancaires traditionnels, tout en leur permettant d'investir dans des activités agricoles et des initiatives dans le domaine alimentaire, par exemple en favorisant le développement des pratiques agricoles durables. En Amérique latine, la *Banco Solidario* (Équateur) octroie des microcrédits aux petits et micro-entrepreneurs, qui ont pour beaucoup des activités agricoles (agriculteurs familiaux, notamment). Les mécanismes de microcrédit peuvent permettre à ces systèmes d'agriculture familiale de surmonter les difficultés d'accès au crédit traditionnel et de développer la production alimentaire locale.

40. **Mobiliser un soutien financier et des investissements pour la transformation des systèmes agroalimentaires:** il serait intéressant de mobiliser divers mécanismes de financement, notamment des investissements du secteur privé, des pactes verts, des fonds d'investissement, des financements innovants (Fonds vert pour le climat, Fonds pour les technologies propres et Fonds pour l'Amazonie, par exemple) et des incitations financières liées à des initiatives sur le changement climatique (marchés volontaires du carbone, par exemple)<sup>28</sup> axés sur l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets. Ces fonds offrent la possibilité intéressante d'accéder à des financements multilatéraux pour faire face, au moyen de solutions d'adaptation, aux risques que les effets du changement climatique font peser sur les systèmes de production alimentaire, et de réduire l'empreinte de ces systèmes en matière d'émissions<sup>29</sup>, tout en générant des retombées positives sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

41. **Utiliser des initiatives fondées sur des obligations sociales et environnementales qui encouragent les investissements du secteur privé pour renforcer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition:** au cours de la dernière décennie, des obligations thématiques (mécanisme de financement par la dette) ont été mises au point dans la région Amérique latine et Caraïbes; elles offrent aux investisseurs la possibilité de mobiliser leur soutien en faveur d'initiatives socioenvironnementales dans la région. La Colombie, avec les obligations sociales et vertes, en offre un bon exemple. Les obligations sociales et vertes sont des instruments financiers utilisés notamment pour lever des fonds pour des projets qui ont des objectifs environnementaux ou sociaux précis, conformes aux principes de l'International Capital Markets Association. Les obligations sociales permettent ainsi de financer des projets visant à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition au sein des populations les plus vulnérables, tandis que les obligations vertes peuvent appuyer des projets en faveur de l'agriculture durable<sup>30</sup>.

42. **Encourager la mise en place de fonds à impact:** ces instruments de financement sont de plus en plus appréciés dans le secteur financier. On peut citer le Fonds fiduciaire «Faim zéro» (ZHFT, Zero Hunger Trust Fund) de Saint-Vincent-et-les Grenadines, mécanisme mis en place par une loi votée par le Parlement en 2016 (loi n° 2 de 2016) pour apporter les ressources nécessaires à l'élimination de la faim. Ce fonds fonctionne grâce à diverses ressources financières, dont une taxe de 2 pour cent sur les services de télécommunications, des dons d'acteurs privés et de particuliers, et un appui international (provenant de pays et de partenaires). Il vise spécifiquement à éliminer la faim, améliorer la nutrition, assurer la sécurité alimentaire et promouvoir des moyens d'existence durables dans les communautés vulnérables de Saint-Vincent-et-les Grenadines. Il finance des projets tels que des programmes

---

<sup>28</sup> FAO. 2023. *Achieving SDG 2 without breaching the 1.5 °C threshold: A global roadmap, Part 1 – How agrifood systems transformation through accelerated climate actions will help achieving food security and nutrition, today and tomorrow, In brief*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc9113en>.

<sup>29</sup> Watson, Schalatek and Evéquo. 2022. *Climate Finance Regional Briefing: Latin America - Climate Finance Fundamentals*.

<sup>30</sup> Banque interaméricaine de développement. 2023. *Green and Social Bonds in Colombia: five questions and answers*. <https://blogs.iadb.org/ciudades-sostenibles/en/green-and-social-bonds-in-colombia-five-questions-and-answers/>.

d'alimentation scolaire ou des jardins potagers scolaires et familiaux, et appui des marchés alimentaires locaux, entre autres initiatives<sup>31</sup>.

43. **Améliorer la mobilisation des ressources grâce au financement participatif:** le secteur de la technologie financière, avec ses plateformes de financement participatif, a ouvert des possibilités de lever collectivement des fonds pour investir dans des secteurs non desservis ou mal desservis par le secteur financier traditionnel. Dans ce cadre, la *Banca Ética Latinoamericana*, qui opère en Argentine, au Brésil, au Chili et en Uruguay, s'est spécialisée dans le financement de secteurs tels que l'éducation et la culture, le développement social, ainsi que la nature et l'environnement. S'agissant des cibles 2.1 et 2.2 de l'ODD 2, la banque mobilise des financements pour des organisations à impact positif afin de faciliter la transition vers l'agriculture durable et l'agroécologie, et favorise ainsi la production d'aliments sains et l'élaboration de projets d'élevage régénératif<sup>32</sup>.

44. Il est en outre envisageable d'élaborer un solide portefeuille de possibilités de placement touchant les ODD, et en particulier l'ODD 2, associé à un profil risque/rendement approprié (projets individuels, fonds d'investissement à impact, obligations vertes et autres instruments). À cette fin, il est suggéré de créer une ou plusieurs entités au niveau international, lesquelles se consacraient à la préparation/l'incubation/l'accélération de projets et d'autres instruments de placement présentant ces caractéristiques<sup>33</sup>. Il est également proposé, aux fins de la mobilisation de fonds privés sur les marchés des capitaux, d'utiliser les droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international pour émettre des obligations «Faim zéro» et poursuivre des objectifs sociaux similaires<sup>34</sup>.

45. **Élargir l'accès des petits exploitants agricoles aux assurances et aux garanties:** il est possible d'accroître les niveaux actuels de financement consacrés par les banques et les investisseurs à la transformation des systèmes agroalimentaires. Il faut pour cela comprendre et supprimer les obstacles systémiques qui limitent l'accès des producteurs agricoles, des petits exploitants des chaînes de valeur alimentaires et des populations vulnérables aux services financiers. Des garanties en espèces pourraient protéger d'un défaut de remboursement des emprunteurs considérés comme à haut risque (garanties de prêt, assurance récolte et autres types de garanties comprenant des mesures de prévention). En outre, des fonds publics et philanthropiques pourraient être utilisés de manière plus stratégique pour supprimer ou réduire les risques liés aux opérations des investisseurs privés. Ils pourraient par exemple absorber les pertes initiales, fournir une assistance technique et un appui aux entités qui gèrent les placements et assurer d'autres opérations financières pour améliorer le profil de risque pour les investisseurs privés.

46. **Encourager et attirer les financements en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition par l'intermédiaire de plateformes d'intégration et de coopération:** les plateformes d'intégration régionales telles que la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA) et la Communauté des Caraïbes (CARICOM) sont des mécanismes importants qui encouragent les échanges d'expériences et le dialogue entre les pays, les banques de développement et les organisations internationales, et qui permettent de déterminer les enjeux et de systématiser les pratiques en matière de financement de la lutte contre la faim et la malnutrition dans la région Amérique latine et Caraïbes. Le plan révisé de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'élimination de la pauvreté à l'horizon 2025 est un mécanisme ciblé qui permet d'encourager et d'attirer des financements en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition aux niveaux régional, sous-régional et national.

---

<sup>31</sup> Horne-Bique. 2023. *Fonds fiduciaire «Faim zéro»*. Saint Vincent and the Grenadines. Réunion technique entre la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes et la FAO, 9 et 10 novembre 2023.

<sup>32</sup> Banca Ética Latinoamericana. 2023. Rapport d'impact 2016-2022.

<sup>33</sup> Díaz-Bonilla, E. 2018. *Financing "a sustainable food future": some thoughts for the G20*. Economics Discussion Paper No. 2018-73. Kiel Institute for the World Economy. [www.economics-ejournal.org/economics/discussionpapers/2018-73](http://www.economics-ejournal.org/economics/discussionpapers/2018-73).

<sup>34</sup> Díaz-Bonilla, 2021a et 2023; von Braun et Díaz-Bonilla, 2021.